

La santé entre science et politique

Ce texte propose de montrer comment la transformation moderne du régime de vérité scientifique a progressivement conduit à une confusion entre savoir, expertise et décision politique, produisant aujourd'hui une crise de confiance qui ne touche plus seulement la politique, mais la science et la santé.

Laurent Carrive

Philosophe, chercheur en psychopathologie et psychanalyse

Crise de confiance

Défiance grandissante

À l'heure d'une défiance grandissante à l'égard des discours publics, politiques et institutionnels, la notion même de vérité semble vaciller sur ses fondements. La manipulation du vrai, particulièrement visible sur les réseaux sociaux, dans le domaine politique, met quotidiennement notre confiance à rude épreuve et nous oblige à réinterroger la notion de vérité jusque dans son principe même.

Pour beaucoup, la vérité se donne comme une évidence de notre expérience : elle paraît d'abord aller de soi. Pourtant, nous savons depuis longtemps que cette évidence est profondément trompeuse, que le vrai résiste aux définitions les plus simplistes. La rhétorique antique nous a très tôt montré combien un même discours peut infléchir, voire remodeler notre perception du réel.

Sur ce point, rien n'a vraiment changé. Mais la transformation radicale des savoirs, des institutions et des pratiques discursives a amplifié cette difficulté, au point que l'on puisse véritablement parler aujourd'hui d'une crise contemporaine de la vérité.

Pour comprendre cette fragilisation, on doit se tourner vers la science dite moderne, qui règne en Occident depuis au moins le XVII^e siècle et plus particulièrement revenir à la révolution scientifique inaugurée au XVI^e siècle. Car bien qu'elle ne soit qu'une forme particulière de savoir, la science s'est largement affirmée comme régime dominant du vrai, redessinant jusqu'à l'horizon même de la vérité.

Deux questions se posent ici : Comment est-on passé d'une vérité traditionnelle, difficile d'accès et dissi-

mulée derrière les apparences, à une vérité scientifique assurée par des méthodes et des procédures, un résultat quantifié formant un système de savoir autosuffisant ?

Ensuite, en quoi ce nouveau régime scientifique s'est-il trouvé, dans le même mouvement, exposé aux instrumentalisation politiques et médiatiques ?

La révolution scientifique et la philosophie

La thèse d'une révolution scientifique aux XVI^e-XVII^e siècles, et surtout de ses conséquences anthropologiques, s'est aujourd'hui largement imposée.

Qu'on y voie un processus inscrit dans la durée ou une rupture plus rapide, cette période constitue, quoi qu'il en soit, un moment charnière qui ne marque pas seulement l'apparition de nouvelles sciences, mais un basculement profond dans notre manière de concevoir la vérité.

Les philosophes n'ont cessé de revenir sur ce tournant majeur ; on pourrait même soutenir que, depuis lors, ils se définissent largement par leur manière de s'y rapporter : oubli, perte, rupture, transformation ou hybridation, autant de gestes philosophiques qui structurent leurs grandes orientations.

Certains l'ont abordée sur le mode de l'oubli : selon eux, la modernité scientifique aurait rompu un rapport plus originaire à l'être, les conduisant à se tourner vers des traditions plus anciennes – présocratiques, poétiques – pour tenter d'en réactiver l'origine perdue. Ainsi, Husserl parle d'un oubli du monde de la vie (*Lebenswelt*), Heidegger d'un oubli de la question de l'être et Merleau-Ponty d'un « oubli » de la chair du monde.

D'autres, comme Weber, Marx, Nietzsche, Freud, Koyré ou Lacan, en prennent acte. Ils la tiennent pour une rupture et une situation historique désormais sans retour, qui aurait selon l'expression de Weber, « désenchanté » le monde. Il ne s'agit plus dès lors, de restaurer une unité perdue, mais de composer avec ce nouveau régime, de démasquer les illusions de la conscience moderne, en dévoiler les contradictions, les formes d'aliénation, ou les déterminations inconscientes.

D'autres enfin, Deleuze, Foucault, Latour... refusent de dramatiser cette période moderne. Ils la

La thèse d'une révolution scientifique aux XVI^e-XVII^e siècles, et surtout de ses conséquences anthropologiques, s'est aujourd'hui largement imposée.

comprennent comme l'effet d'une transformation des régimes de discours et la resituent dans une histoire plus complexe des formes de rationalité ou des dispositifs de pouvoir. Le cas de Latour est ici emblématique : dans *Nous n'avons jamais été modernes*, il montre qu'en réalité la modernité est moins un état accompli qu'un projet intellectuel. Elle prétendait séparer radicalement nature et société, faits et valeurs, alors même que les sociétés modernes n'ont cessé de produire des hybrides mêlant science, technique et politique. La rupture moderne est, selon lui, plus un récit de la modernité sur elle-même qu'une coupure absolue dans l'histoire.

Vérité moderne, politique médecine

La vérité scientifique entre preuve et confiance

Un nouveau savoir va ainsi émerger, objectivé, expérimental et quantifié, qui sera peu à peu organisé, d'une part en disciplines (d'abord les sciences physico-mathématiques, puis les sciences naturalistes, biologie, médecine), d'autre part en paradigmes (mathématique, mécaniste, physico-chimique...). Ce savoir va rapidement gagner en complexité, jusqu'à rompre avec l'expérience commune et l'évidence sensible. Ce nouveau régime de vérité va donc devoir reposer sur un nouveau mécanisme de crédibilité, une condition essentielle, mais très fragile : la confiance collective accordée aux méthodes et aux institutions qui produisent et valident les savoirs.

La méthode expérimentale des sciences modernes imposera ensuite cette autre idée qu'aucune vérité scientifique n'est définitivement acquise, que toute connaissance peut être révisée.

Cette vision était profondément contre-intuitive en ce qu'elle rompait avec l'ancien ordre religieux, où la vérité était garantie par la permanence d'une autorité transcendante. Autrement dit, pour reprendre Latour, les faits scientifiques deviennent alors des « controverses stabilisées ».

Mais ces controverses vont à chaque fois faire trembler le sol de nos certitudes et mettre inévitablement nos habitudes et notre confiance à l'épreuve.

[...] lorsque la science est mobilisée dans le débat politique, remodelée par les médias, elle peut alors se transformer en un argument d'autorité redoutablement efficace, rendant certaines décisions presque impossibles à contester.

Ces deux caractéristiques constitueront à la fois la force et la fragilité du savoir scientifique, lui permettant d'un côté de corriger ses erreurs, et de parvenir à des connaissances fiables, mais d'un autre, le rendant dépendant de l'adhésion du public.

Apparition des experts

La modernité scientifique a donc rompu avec l'autorité des traditions religieuses pour lui substituer celle, nouvelle, des institutions scientifiques, mais aussi plus tard celle des experts et de l'expertise.

Le vrai passe désormais par toute une série d'épreuves : vérification des faits, reproduction des résultats, discussion critique au sein d'une communauté de pairs. Mais cette nouvelle économie du savoir a son revers.

À mesure que les méthodes se raffinent et que les instruments se perfectionnent, le savoir devenu trop technique aboutit à une division du travail intellectuel toujours plus poussée, analogue à celle que Durkheim décrit dans la division du travail social.

La connaissance va donc se fragmenter, se ramifier, entraînant l'apparition, dans chaque domaine, de spécialistes. C'est dans ce contexte que s'impose la figure moderne de l'expert. L'expert n'est pas simplement un savant : c'est un spécialiste dont les compétences sont sollicitées pour éclairer la décision publique.

Le savant en quelque sorte quitte ici le laboratoire pour entrer dans l'arène publique. Et dans cette arène, la vérité scientifique devient rapidement un enjeu de pouvoir.

Donc, c'est par le biais des experts que la science va être appelée à intervenir dans la décision politique. Dès lors, elle n'est plus seulement un mode de connaissance, elle devient également une ressource pour l'action publique.

Par exemple la mise au point de vaccins à ARNm contre la Covid-19 reposait sur un savoir extrêmement technique (immunologie, biologie moléculaire, essais cliniques, statistiques), si bien que les gouvernements n'ont eu d'autres choix que de s'en remettre, parfois aveuglément, à des comités d'experts pour décider des campagnes vaccinales et des obligations sanitaires.

Confusion entre expertise et débat politique – Capture du débat scientifique

Dès ce moment, la frontière entre débat scientifique et conflit politique devient poreuse et instable. La confusion entre les deux va progressivement gagner l'espace public (médias, débats publics, réseaux sociaux) pour atteindre d'une certaine manière nos conceptions de la santé. Comme le souligne le sociologue Gil Eyal : « Le problème aujourd'hui n'est pas le manque d'expertise mais le fait que l'expertise soit devenue inextricablement liée à la politique. »

En effet, le passage du savoir scientifique à l'espace médiatique et politique comporte des risques. Car la

science n'y apparaît plus à travers ses méthodes et ses débats, mais à travers la voix d'experts qui parlent en son nom, la réduisant à une parole d'autorité alors même qu'elle relève d'un processus complexe et collectif.

Pire encore, lorsque la science est mobilisée dans le débat politique, remodelée par les médias, elle peut alors se transformer en un argument d'autorité redoutablement efficace, rendant certaines décisions presque impossibles à contester.

Par exemple dans les crises sanitaires, la sélection d'experts compatibles avec une décision politique donnée, a conduit à des consensus scientifiques où toute critique fut disqualifiée et toute contestation jugée malvenue. Celles-ci furent assimilées à de l'ignorance, de l'irrationalité, ou à défaut d'arguments, à du complotisme, ce qui permettait naturellement aux pouvoirs en place de contourner tout débat démocratique.

Il ne nous est alors plus resté, dans l'espace médiatique, qu'un simulacre de débat, mimant les formes du véritable débat scientifique désormais évincé et se soldant par une confrontation caricaturale d'expertises prétendument concurrentes, qui cautionnaient des orientations politiques partisans.

Par ailleurs, ce type de manipulation porte atteinte à l'intégrité et au principe même de la démarche scientifique, en transformant des désaccords normalement nuancés en oppositions rigides et caricaturales.

Le cas de l'hydroxychloroquine pendant la pandémie de Covid-19 est exemplaire : l'incertitude sur l'efficacité d'un traitement s'est rapidement transformée en affrontement politique entre experts et camps idéologiques, la position médicale de Didier Raoult ayant été interprétée non plus comme une hypothèse scientifique à discuter, mais comme une prise de position politique.

Ces procédés, en plus de priver le public d'un espace de délibération collective, nourrissent sa défiance à l'égard de la parole scientifique.

Par ailleurs, dans le domaine médical, cette imbrication entre savoir scientifique et décision politique peut, à terme, déformer en profondeur notre compréhension de la santé.

Par exemple, l'abaissement des seuils de cholestérol ou d'hypertension, ou encore l'usage des taux d'incidence ou de positivité des tests PCR durant la pandémie de Covid-19, ont été érigés, par leur reprise politique et leur relais médiatique, en critères normatifs redéfinissant la santé elle-même.

Sciences et médias : deux logiques opposées

La science moderne progresse par longs processus, faits de débats et de corrections. Elle se construit dans la durée. La sphère médiatique fonctionne, elle, selon une logique opposée : celle de la rapidité, de la simplification, de la recherche de certitudes immédiates.

La tentation est donc grande pour les sciences de

recourir à la médiatisation, qui leur offre un moyen rapide et efficace de diffusion, ainsi qu'une reconnaissance publique de leurs résultats. Mais cette hyper-visibilité a malheureusement son prix, car les résultats scientifiques exposés au public avant d'avoir été suffisamment établis, sont souvent simplifiés, déformés ou figés, alors qu'ils ne sont que des connaissances en cours d'élaboration. Ce genre de simplifications est source d'ambiguïtés dans le débat public, exposant le discours scientifique aux instrumentalisation politiques.

On en trouve une bonne illustration dans les crises sanitaires récentes : certaines hypothèses scientifiques ou études encore préliminaires ont été présentées comme des certitudes, puis révisées l'instant d'après. Cette situation, qui serait normale en science, passe aux yeux du public pour de l'inconstance, lui donnant souvent un sentiment d'incohérence scientifique, voire d'un certain amateurisme.

Gestion technocratique du risque et dérives du principe de précaution

Fort de ses nouveaux moyens, objectivation des phénomènes, expérimentation méthodique et quantification mathématique, la science va vouloir étendre à de nombreux domaines de l'action une gestion rationnelle des risques. L'expertise et son instrument privilégié, la statistique, s'imposeront comme moyens décisifs de la gouvernance.

Car la science moderne a produit une innovation majeure : la possibilité de modéliser les risques à l'aide de prévisions, de scénarios et de calculs de probabilités. L'émergence, à partir du XVII^e siècle, de la théorie des probabilités, dote le savoir scientifique d'un pouvoir nouveau aux enjeux considérables, celui d'anticiper les risques et d'en organiser la gestion. Et le principe de précaution découle directement de cette logique : il consiste à agir avant même que le danger ne soit clairement établi avec certitude, sur la base précisément d'évaluations probabilistes. Mais ce principe fait immédiatement apparaître un dilemme. Car le risque est, par nature, probabiliste – c'est-à-dire incertain. Or, toute décision, qu'elle soit politique ou autre, exige au contraire un geste tranché, irréversible : agir ou ne pas agir. Et cette tension entre la logique probabiliste du risque et la nature même de la décision ne peut être résolue par la seule connaissance. Elle ne trouve d'issue que dans l'acte lui-même, qui tranche mais sans jamais abolir l'incertitude. Car l'incertitude n'est pas, un accident de l'action, elle en constitue l'une des conditions mêmes.

S'en remettre strictement à des probabilités pour agir, ou pire se retrancher derrière un argument probabiliste pour justifier une décision, ne dégage en rien de la responsabilité qu'implique tout engagement dans l'action. Et c'est précisément là que surgit la difficulté politique. Les décisions politiques ou sanitaires présentées dans l'urgence comme scientifiquement obliga-

toires, alors même qu'elles reposent sur des scénarios hypothétiques et qu'elles impliquent souvent de lourds choix de société, devraient pleinement engager la responsabilité de ceux qui les prennent. C'est là, au fond, revenir à ce qui constitue au sens le plus strict la fonction du politique : assumer publiquement la responsabilité de sa décision. On en voit clairement l'enjeu dans des situations concrètes comme celle récente de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC).

Scientisme et réduction technico-biologique du réel

La science moderne privilégie la quantification, la mesure et l'objectivation et ces méthodes sont extrêmement efficaces pour analyser la matière ou les processus biologiques. En revanche, lorsqu'elles sont appliquées à des réalités humaines complexes, comme la santé, la souffrance ou les relations sociales, elles sont incapables de rendre compte pleinement des phénomènes, les réduisant à des indicateurs techniques, au détriment de leur dimension vécue.

Ce décalage apparaît nettement dans la médecine contemporaine où les décisions thérapeutiques reposent de plus en plus sur des données statistiques, et marginalisent l'expérience subjective des patients. Canguilhem l'a suffisamment dit : la santé n'est pas seulement un état biologique mesurable ; elle est aussi une capacité d'adaptation individuelle, difficilement réductible à des statistiques. La maladie ne peut être ramenée à une simple variable biologique.

Lorsque les méthodes de la science sont abusivement étendues à l'ensemble du réel, on verse alors dans le scientisme, pour qui toute réalité humaine pourrait être intégralement saisie par des procédures de mesure et d'objectivation.

Hiérarchisation des savoirs et disqualification des connaissances non scientifiques

Le succès de la science moderne a donc progressivement conduit à marginaliser certaines formes de connaissance pourtant essentielles à l'intelligence des phénomènes humains. Mais l'histoire intellectuelle n'a pas manqué de réagir à cette tendance : critiques du positivisme, approches phénoménologiques ou herméneutiques ont cherché à restituer ce que l'objectivation scientifique avait laissé dans l'ombre. C'est dans ce contexte qu'apparaissent au XIX^e siècle les sciences dites humaines qui visaient à restituer les dimensions historiques, culturelles et subjectives de l'expérience humaine que les approches strictement quantitatives saisissent difficilement.

Mais force est de constater que leur autorité institutionnelle comme politique est restée limitée. Plus encore, elles furent elles-mêmes progressivement rattrapées par les méthodes des sciences dites dures, à travers une formalisation croissante : statistiques, mesures, modélisations. Malgré ces tentatives, les modalités de la science moderne dominent aujourd'hui,

plus encore qu'autrefois, le paysage du savoir autant que celui du pouvoir.

Car en organisant les savoirs en disciplines, méthodes et paradigmes, la science moderne a peu à peu instauré une véritable hiérarchie des connaissances. Et dans ce nouvel ordre du savoir, les connaissances qui ne correspondent pas aux méthodes dominantes sont marginalisées, voire disqualifiées, au motif qu'elles seraient insuffisamment scientifiques ou simplement non-scientifiques. Il en résulte des décisions fréquemment inadaptées aux réalités sociales, qui alimentent en retour la défiance à l'égard de certaines politiques publiques.

On en trouve de nombreux exemples dans les politiques sanitaires ou agricoles : lors de certaines campagnes d'abattage sanitaire, les contraintes locales existentielles des éleveurs sont souvent ignorées. Car ces mesures ne représentent pas seulement une perte économique, mais peuvent bouleverser une existence, anéantir des années de travail, parfois un héritage transmis de génération en génération.

Fragilisation et dévalorisation paradoxale de la science

Il s'ensuit une véritable érosion de la confiance publique qui se traduit au moins par une lassitude diffuse sinon par une colère plus ouverte. Car cette confiance sur laquelle repose l'autorité de la science moderne a conservé un caractère solennel presque religieux, qui redouble la gravité de l'exigence de probité. Ainsi lorsque la science est mobilisée comme argument d'autorité pour légitimer des décisions polémiques, c'est elle qui finit, à tort, par être perçue comme partielle et suspectée de manipulation. Les controverses sanitaires récentes illustrent largement cette défiance, ici à l'égard des institutions médicales ; la figure même de l'expert est désormais entourée de soupçons. On assiste alors à un déplacement injuste de la défiance. Ce qui était d'abord reproché au pouvoir politique finit par rejaillir sur la science elle-même. Invoquée pour justifier des décisions publiques, l'autorité scientifique apparaît peu à peu comme solidaire des stratégies politiques qui l'instrumentalisent. Les savants sont alors soupçonnés d'être gagnés par les mêmes logiques de manipulation que celles qu'on prête au pouvoir. La science, sommée alors de répondre de décisions qu'elle n'a même pas prises, se trouve ainsi entraînée dans une crise de confiance bien plus profonde encore, qui ne la visait pas au départ : elle paie pour la politique.

Santé et politique : vers une unité retrouvée du corps vivant et du corps social

Les limites du régime scientifique – Retour du questionnement philosophique

Ainsi, les difficultés actuelles liées à la vérité scientifique – sa politisation, sa médiatisation et les contro-

verses qu'elle suscite – semblent nous confronter aux limites mêmes du régime scientifique de vérité, et nous invitent à en réexaminer la portée et les frontières. Ces tensions nous conduisent finalement à rouvrir une question beaucoup plus ancienne : celle de l'articulation entre la vérité, la vie, le monde et l'expérience humaine, une interrogation qu'en fait les philosophes n'ont cessé de formuler. Pour Husserl, la phénoménologie devait permettre de retrouver le sens du monde vécu (*Lebenswelt*) dont les sciences modernes auraient progressivement perdu ou oublié la signification. Heidegger cherche, lui, à rouvrir la question de l'être. Merleau-Ponty prolongera cette critique à travers sa phénoménologie de la perception. Selon lui, l'objectivisme scientifique nous coupe de l'expérience corporelle, pourtant condition première de toute connaissance.

De plus, cette crise contemporaine de la vérité se manifeste de manière particulièrement prégnante dans deux domaines essentiels de l'existence humaine : la santé et la politique. Dans ces deux sphères, elle révèle une discordance profonde entre savoir scientifique et expérience vécue.

Une ancienne analogie

On peut réactiver ici une analogie ancienne de la pensée occidentale : celle qui compare le corps vivant et le corps politique. Cette analogie, bien qu'elle comporte certains pièges, pourrait néanmoins nous aider à comprendre pourquoi les crises qui affectent la santé et celles qui touchent la vie politique semblent aujourd'hui s'amplifier mutuellement.

L'intuition n'est pas nouvelle. Dans la philosophie grecque, la cité est souvent comparée à un organisme vivant dont les différentes parties doivent être ordonnées de manière harmonieuse. Platon dans la *République*, IV, formule explicitement ce parallèle : « La justice dans la cité est semblable à la santé dans le corps. » Si cette comparaison a été si durable dans l'histoire de la pensée, n'est-ce pas parce que la question politique et la question de la santé renvoient à un même problème fondamental : celui de l'équilibre d'un ensemble vivant ?

La santé est autant un phénomène biologique que social. Ainsi, les conditions de vie, travail, logement, alimentation et environnement, influencent directement l'état de santé des individus. Plus généralement, le corps individuel ne peut être compris indépendamment du milieu collectif dans lequel il vit. Or la modernité a précisément séparé ces deux dimensions. La santé est devenue l'objet d'un savoir biologique et médical, tandis que la politique s'est constituée comme un

domaine de gestion institutionnelle et administrative, réduisant les citoyens à des données ou à des populations au détriment de l'expérience vécue.

Dans la pensée antique, comme l'a montré Foucault, gouverner les autres supposait courage et maîtrise de soi, c'est-à-dire l'art de se gouverner soi-même. Avec la modernité, cette articulation entre corps vivant individuel et corps social se désagrège. La tension qui en résulte entre vie biologique et organisation politique fragilise la santé des individus, laquelle devient dès lors l'un des symptômes les plus visibles de ce déséquilibre.

Conclusion

Dans les conceptions anciennes, trois unités structuraient l'expérience humaine : l'unité du vivant, (âme-corps), l'unité politique (individu-Cité), et l'unité éthique (vérité - manière de vivre). On retrouve cette continuité dans des formules classiques de la pensée antique. Par exemple Aristote, dans son *De anima*, affirme que « l'âme est la forme du corps vivant » puis, dans la *Politique*, que « l'homme est par nature un animal politique ». La sagesse grecque associe généralement vérité et pratique de vie dans l'injonction delphique « Connais-toi toi-même » ou chez Socrate : « Une vie sans examen ne vaut pas d'être vécue. »

Ces formules suggèrent que ces trois relations sont interdépendantes et procèdent d'une même intelligibilité. La vie humaine conçue comme une unité vivante – celle de l'âme et du corps – s'inscrit nécessairement dans un ordre commun, celui de la cité, de sorte que la vérité elle-même apparaît moins comme un savoir abstrait que comme une manière d'habiter le monde et d'orienter l'existence.

Ainsi, âme et corps, individu et cité, vérité et manière de vivre peuvent se concevoir comme les trois dimensions d'un même ordre, où la vie biologique, la communauté humaine et la quête de sens demeurent étroitement solidaires. Or, la modernité a dissocié ces trois relations, par le dualisme cartésien du corps et de l'esprit, par l'autonomisation de l'individu face au corps politique, et par la transformation de la vérité en produit du savoir scientifique, installant ainsi un régime où la vie, la politique et la connaissance sont devenues des domaines séparés.

La crise contemporaine de la vérité n'est manifestement pas qu'un symptôme politique, elle appelle toute notre attention et nous impose, entre autres, l'urgence de retrouver ces relations et l'unité originelle entre corps individuel, corps social et formes de vie ? ■